

REGLEMENT DE CONSULTATION

Appel d'offres ouvert
Sur offres de prix
N° : 03/2024

**ETUDE POUR LA MISE EN PLACE D'UN SYSTEME DE
MANAGEMENT DE LA SECURITE DE L'INFORMATION (SMSI) AU
SEIN DE L'INPPPLC ET L'ACCOMPAGNEMENT A LA MISE EN
CONFORMITE AVEC LA LOI 05-20 ET LA DIRECTIVE NATIONALE
DE SECURITE DES SYSTEMES D'INFORMATION (DNSSI), EN LOT
UNIQUE**

*Passé en application des dispositions de l'alinéa 1 §I de l'article 19 et au paragraphe 1 et alinéa b du
paragraphe 3 de l'article 20 du Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de
l'INPPPLC tel qu'il a été modifié et complété.*

Sommaire

ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE CONSULTATION.....	3
ARTICLE 2 : MAITRE D'OUVRAGE	3
ARTICLE 3 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 4 : MODIFICATION DU CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 5 : RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES.....	4
ARTICLE 6 : DEMANDE ET COMMUNICATION D'INFORMATIONS AUX CONCURRENTS	4
ARTICLE 7 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS	4
ARTICLE 8 : LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET QUALITES DES CONCURRENTS	5
ARTICLE 9 : OFFRE TECHNIQUE :.....	8
ARTICLE 10 : OFFRE FINANCIERE	9
ARTICLE 11 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES OFFRES DES CONCURRENTS.....	10
ARTICLE 12 : DÉPÔT ET RETRAIT DES PLIS DES CONCURRENTS.....	10
ARTICLE 13 : OUVERTURE ET EXAMEN DES OFFRES ET APPRECIATION DES CAPACITES DES SOUSSIONNAIRES	10
ARTICLE 14 : CRITERES D'EVALUATION DES OFFRES.....	11
ARTICLE 15 : DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES.....	16
ARTICLE 16 : PREFERENCE EN FAVEUR DE L'ENTREPRISE NATIONALE	16
ARTICLE 17 : MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES.....	16
ARTICLE 18 : LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES DES OFFRES.....	16
ARTICLE 19 : RESULTATS DEFINITIFS DE L'APPEL D'OFFRES OUVERT	16
ANNEXE :	18

ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE CONSULTATION

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offres ayant pour objet :

Etude pour la mise en place d'un système de management de la sécurité de l'information (SMSI) au sein de l'INPPLC et l'accompagnement à la mise en conformité avec la loi 05-20 et la directive nationale de sécurité des systèmes d'information (DNSSI) en lot unique.

ARTICLE 2 : MAITRE D'OUVRAGE

Le Maître d'ouvrage du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres ouvert est l'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption (INPPLC), représentée par son Président.

ARTICLE 3 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 22 du règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC tel qu'il a été modifié et complété, le dossier d'appel d'offres doit comprendre :

- Une copie de l'avis d'appel d'offres ;
- Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales ;
- Le modèle de l'acte d'engagement ;
- Le modèle du bordereau du prix global ;
- Le modèle de la décomposition du montant global ;
- Le modèle de la déclaration sur l'honneur ;
- Le présent règlement de consultation.

ARTICLE 4 : MODIFICATION DU CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 22 paragraphe 7 du règlement précité, exceptionnellement, le maître d'ouvrage peut introduire des modifications dans le dossier d'appel d'offres sans changer l'objet du marché. Ces modifications sont communiquées à tous les concurrents ayant retiré ou ayant téléchargé ledit dossier, et introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents.

Ces modifications peuvent intervenir à tout moment à l'intérieur du délai initial de publicité et au plus tard sept (7) jours avant la séance d'ouverture des plis. Passé ce délai le maître d'ouvrage doit, par avis rectificatif, reporter la date de la séance d'ouverture des plis.

Lorsque les modifications introduites dans le dossier d'appel d'offres nécessitent la publication d'un avis rectificatif, celui-ci est publié conformément aux dispositions de l'alinéa 1 du paragraphe I-2 de l'article 23 du règlement précité. Dans ce cas, la séance d'ouverture des plis ne peut être tenue que dans un délai minimum de dix (10) jours à compter du lendemain de la date de la parution de l'avis rectificatif dans le dernier support de publication, sans que la date de la nouvelle séance ne soit antérieure à celle prévue par l'avis de publicité initial.

Dans tous les cas, le délai de publicité prévu à l'alinéa 4 du paragraphe I-2 de l'article 23 du règlement précité doit être respecté.

Les concurrents ayant retiré ou téléchargé les dossiers d'appel d'offres doivent être informés des modifications qui y sont apportées ainsi que de la nouvelle date d'ouverture des plis, le cas échéant.

L'avis rectificatif intervient dans l'un des cas suivants :

- Lorsque le maître d'ouvrage introduit des modifications dans le dossier d'appel d'offres sans respecter le délai de sept (7) jours visé ci-dessus ;
- Lorsque le maître d'ouvrage décide d'introduire des modifications dans le dossier d'appel d'offres qui nécessitent un délai supplémentaire pour la préparation des offres ;
- Lorsqu'il s'agit de redresser des erreurs manifestes constatées dans l'avis publié ;
- Lorsque, après publication de l'avis, le maître d'ouvrage constate que le délai qui court entre la date de publication de l'avis et la date de la séance d'ouverture des plis n'est pas conforme au délai de publicité réglementaire.

ARTICLE 5 : RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le dossier d'appel d'offres peut être téléchargé sur le portail des marchés publics (www.marchespublics.gov.ma) ou du site web de l'INPPLC (<http://www.inpplc.ma/>).

ARTICLE 6 : DEMANDE ET COMMUNICATION D'INFORMATIONS AUX CONCURRENTS

Tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, par lettre transmise par tout autre moyen pouvant donner date certaine de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents. Cette demande n'est recevable que si elle parvient au maître d'ouvrage au moins sept (7) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Le maître d'ouvrage doit répondre, dans les mêmes formes, à toute demande d'information ou d'éclaircissement reçu, au plus tard trois jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Tout éclaircissement ou renseignement, fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier, doit être communiqué le même jour et dans les mêmes formes aux autres concurrents ayant retiré ou ayant téléchargé le dossier d'appel d'offres et aux membres de la commission d'appel d'offres. Il est également mis à la disposition de tout autre concurrent potentiel dans le portail des marchés publics et dans le site web de l'INSTANCE.

L'identité ou la dénomination du ou des concurrents ayant formulé la demande prévue au premier alinéa du présent article ne doit, en aucun cas, être divulguée.

ARTICLE 7 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 27 du règlement précité :

1- Seules peuvent participer au présent appel d'offres les personnes physiques ou morales qui :

- Justifient des capacités juridiques, techniques et financière nécessaire à la réalisation des prestations, objet du présent appel d'offres ;
- Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles dûment définitives ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement ;

- Sont affiliées à la Caisse nationale de sécurité sociale ou à un régime particulier de prévoyance sociale, et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès de ces organismes ;
- Exercent l'une des activités en rapport avec l'objet de l'appel d'offres

2- Ne sont pas admises à participer au présent appel d'offres :

- Les personnes qui sont en liquidation judiciaire ;
- Les personnes qui sont en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente.
- Les personnes qui ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article 150 du règlement précité.
- Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans le présent appel d'offres.

Les concurrents peuvent constituer des groupements pour présenter une offre unique. Le groupement doit être constitué conformément aux dispositions de l'article 148 du règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC.

Le groupement désignera un mandataire représentant les membres dudit groupement lors de la procédure de passation du marché, le cas échéant, et vis-à-vis du maître d'ouvrage lors de la phase d'exécution des travaux.

ARTICLE 8 : LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET QUALITES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 28 du Règlement précité, chaque concurrent doit présenter un dossier administratif, un dossier technique comme suit :

A- Le dossier administratif comprenant :

- I. Pour chaque concurrent au moment de la présentation des offres :
 1. La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :
 - S'il s'agit d'une personne physique ou d'un auto-entrepreneur agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;
 - S'il s'agit d'un représentant du concurrent, celui-ci doit présenter selon le cas :
 - Une copie certifiée conforme de la procuration légalisée lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
 - Un extrait des statuts de la société et/ou copie certifiée conforme à l'original du procès-verbal de l'organe compétent lui conférant le pouvoir d'agir au nom de ladite société ;
 - L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.
 2. La déclaration sur l'honneur en un exemplaire unique qui doit comporter les mentions prévues à l'article 29 du Règlement fixant les règles et les modes de passation des marchés de l'INPPLC ;
 3. Le cautionnement provisoire, d'un **montant de 13 900,00 DH (Treize mille neuf cent Dirhams)** constitué par voie électronique conformément aux dispositions de l'arrêté de la Ministre des Finances n° 1692-23 du 4 hija 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics : la constitution et la restitution des garanties pécuniaires s'effectuent par voie électronique conformément aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics ;
 4. Pour le groupement, la convention constitutive du groupement, prévu à l'article 148 du Règlement précité ou sa copie certifiée conforme.

Cette convention doit indiquer notamment, l'objet de la convention, la nature du groupement, le mandataire, la durée de la convention, le ou les comptes bancaires, et le cas échéant, la répartition des prestations, conformément à l'article 148 du Règlement précité.

5. **Lorsque le concurrent est un établissement public**, il doit fournir, outre le dossier technique et en plus des pièces prévues aux 2) et 3) de l'alinéa 1 du I-A du présent article, une copie du texte l'habilitant à exercer les missions en relation avec les prestations objet du marché.
6. **Lorsque le concurrent est une coopérative ou une union de coopératives**, il doit fournir, outre le dossier technique et en plus des pièces prévues aux 1), 2) et 3) de l'alinéa 1 du A-I du présent article, l'attestation d'immatriculation au registre local des coopératives.
7. **Lorsque le concurrent est un auto-entrepreneur, il doit fournir**, outre le dossier technique et les pièces du dossier administratif prévues aux 2) et 3) de l'alinéa 1) du I-A du présent article, l'attestation d'immatriculation au registre national de l'auto-entrepreneur ou sa copie certifiée conforme à l'original, délivrée depuis moins d'un an.

2- Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché dans les conditions fixées à l'article 43 du Règlement précité :

1. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 27 du Règlement précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
2. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale ou par tout autre organisme de prévoyance sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers l'organisme concerné ;
3. Une copie du certificat d'immatriculation au registre de commerce (**modèle 9**) pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur ;
4. Une copie certifiée conforme des attestations ou autorisations requises pour l'exécution des prestations objet du marché conformément à la législation et la réglementation en vigueur, en l'occurrence la décision de qualification en qualité de prestataire d'audit de la sécurité des systèmes d'information sensible;
5. L'équivalent des attestations visées aux paragraphes a, b et c ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance pour les concurrents non installés au Maroc.

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

6. **Lorsque le concurrent est un établissement public**, il doit fournir :
 - a. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant qu'il est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties mentionnées à l'article 27 du Règlement précité.

Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé.
L'attestation précitée n'est exigée que pour les établissements publics soumis à l'impôt.

- b. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale ou tout autre organisme de prévoyance sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers l'organisme concerné.

La date de production au maître d'ouvrage des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

7. Lorsque le concurrent est une coopérative ou une union de coopératives, il doit fournir :

- a. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties mentionnées à l'article 27 du Règlement précité.

Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle la coopérative ou l'union de coopératives est imposée ;

- b. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale certifiant que la coopérative ou l'union de coopératives est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 27 du Règlement précité.

La date de production des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus, sert de base pour l'appréciation de leur validité.

8. Lorsque le concurrent est un auto-entrepreneur, il doit fournir :

- a. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties mentionnées à l'article 27 du Règlement précité.

Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle l'auto-entrepreneur est imposé.

La date de production au maître d'ouvrage de cette pièce sert de base pour l'appréciation de sa validité.

B- Un dossier technique comprenant :

1. Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant éventuellement, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations qu'il a exécutées ou à l'exécution desquelles le concurrent a participé et la qualité de sa participation ;
2. Les attestations de références des prestations similaires à l'objet du présent appel d'offres, originales ou leurs copies certifiées conformes à l'original, délivrées par les Maîtres d'Ouvrage publics ou privés ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté lesdites prestations. Chaque attestation doit préciser notamment la nature des prestations, leur montant et l'année de réalisation ainsi que le nom et la qualité du signataire et son appréciation.

ARTICLE 9 : OFFRE TECHNIQUE :

Les concurrents doivent présenter une offre technique faisant ressortir leur capacité à réaliser les prestations, objet du marché découlant du présent appel d'offres, aux moyens de compétences adéquates, et selon une méthodologie et un plan de réalisation déterminés. **A cet effet, les concurrents doivent fournir les pièces suivantes :**

- 1. La Méthodologie de travail :** A fournir sous forme d'une note détaillant la méthodologie et la démarche que le prestataire envisage de mettre en œuvre pour réaliser les différentes prestations, objet du marché découlant du présent appel d'offres. La note doit présenter :
 - a. La compréhension du contexte, des objectifs et des enjeux de la prestation objet du présent appel d'offres ;
 - b. La pertinence des approches proposées pour la réalisation des prestations de l'offre technique illustrant le contenu des phases et des étapes d'exécution, l'organisation des activités pour assurer la réalisation des prestations du marché et garantir la fiabilité des résultats.
- 2. Le planning et chronogramme d'affectation des tâches :** A fournir sous forme d'une note décrivant le planning et le chronogramme détaillé de toutes les activités relatives aux prix du CPS du présent appel d'offres. La note doit inclure :
 - a. Un planning de travail détaillant les réalisations de l'ensemble des prestations et phases du marché dans le délai fixé par le CPS ;
 - b. Un chronogramme faisant ressortir les activités relatives à chaque phase du marché et l'affectation nominative de chaque membre de l'équipe dédiée à la réalisation des prestations objet du marché en indiquant les tâches qui leur sont assignées et la durée d'intervention au niveau de chaque étape du marché.

3. L'équipe à affecter à la réalisation des prestations :

L'équipe doit comprendre les profils suivants, avec une expérience solide et des références éprouvées :

- Un chef de projet ;
- Quatre (04) consultants.

Le chef de projet doit :

- Avoir une expérience pertinente dans la conduite de projets de consistance similaire à l'objet de la présente prestation et doit être qualifié en audit organisationnel ;
- Avoir une formation de niveau Bac+5 au minimum ;
- Avoir une expertise confirmée et probante de plus de 5 ans, dans le domaine de l'audit de sécurité des systèmes d'information ;
- Avoir au moins un des certificats principaux (ISO 27001 Lead Implementer / Auditor et PMP) ;
- Les quatre (04) consultants doivent avoir : Une formation de niveau BAC+5 au minimum pour les consultants spécialistes en sécurité informatique et pour le consultant spécialiste en communication et documentation en sécurité informatique et une formation de niveau Bac+3 au minimum pour le consultant spécialiste qualifié en test d'intrusion ;

- Une expérience dans le domaine ;
- Des certifications dans le domaine, le cas échéant.

Le concurrent doit fournir Les CV détaillés des membres de l'équipe à affecter à la réalisation des prestations. Ces CV doivent être originaux, signés par les membres de l'équipe proposée et signés et cachetés par le concurrent et ce, selon le modèle en annexe, tout en précisant les diplômes, le degré de spécialisation et d'expérience et les copies conformes aux originaux des diplômes.

4. Certificats du chef de projet et des consultants en management, en sécurité informatique et en assistance ;
5. Les attestations de travail justifiant l'ancienneté du chef de projet et les consultants portant toutes les informations nécessaires pour apprécier l'ancienneté des personnes proposées ;
6. La certification ISO 27001 du soumissionnaire, établie dans le territoire marocain ;
7. La décision de qualification du PASSI système classe A et/ou classe B livrée par la DGSSI.

N.B : Tout concurrent ne disposant pas de la décision de qualification PASSI (Prestataire d'Audit de la Sécurité des Systèmes d'Information) classe A ou classe B sera écarté.

ARTICLE 10 : VISITE DES LIEUX

Pour que les concurrents s'informent sur la prestation qui sera réalisée, une visite du site est organisée par le Maître d'ouvrage à l'intention des concurrents. Cette visite est programmée le **27 Septembre 2024 à 11h00 du matin** au siège de l'INPPLC sis à Immeuble HIGH-TECH Hall B Avenue Annakhil, 4ème et 3ème étage Hay Ryad- Rabat.

Les concurrents qui n'ont pas participé à la visite des lieux ne sont pas admis à élever de réclamation sur la consistance de la prestation.

ARTICLE 10 : OFFRE FINANCIÈRE

Chaque concurrent doit présenter une offre financière comprenant :

- a. Un acte d'engagement établi conformément au modèle ci-joint ;
- b. Un bordereau du prix global ;
 - Le montant de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres.
 - Les prix indiqués au niveau du bordereau du prix doivent être libellés en chiffres.
 - En cas de groupement, le concurrent doit se conformer aux dispositions de l'article 148 du règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC.
- c. La décomposition du montant global ;

En cas de discordance entre les montants totaux du bordereau du prix global et ceux de la décomposition du montant global, le montant total de la décomposition du montant global prévaut.

ARTICLE 11 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES OFFRES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 32 du Règlement précité, le dossier à présenter par chaque concurrent contient trois enveloppes distinctes :

- a. La première enveloppe contient, outre les pièces du dossier administratif et technique, le cahier des prescriptions spéciales et le règlement de consultation paraphés et signés et portant la mention « lu et accepté » par le concurrent ou son représentant dûment habilité ;
- b. La deuxième enveloppe contient l'offre technique ;
- c. La troisième enveloppe contient l'offre financière.

Conformément à l'article 12 du Chapitre 4 de l'arrêté du MEF n° 1692-23 du 4 hij 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics, les pièces produites par le concurrent sont insérées, individuellement, dans l'enveloppe électronique le concernant. Conformément aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics, chaque document doit être signé, électroniquement, par le concurrent ou la personne dûment habilitée à le représenter.

NB : Sous peine d'élimination, toute pièce déposée sur le portail doit être signée séparément (pièce par pièce) par le certificat de signature électronique.

ARTICLE 12 : DÉPÔT ET RETRAIT DES PLIS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 135 du Règlement précité et de l'arrêté n° 1692-23 du 23 juin 2023 relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics, les plis doivent être envoyés par voie électronique via le portail des marchés publics www.marchespublics.gov.ma.

Le délai pour la réception des plis expire à la date et heure fixées par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'ouverture des plis. Les plis déposés postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.

Tout pli déposé électroniquement peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixés pour la séance d'ouverture des plis.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les mêmes conditions que le dépôt des plis initiaux.

ARTICLE 13 : OUVERTURE ET EXAMEN DES OFFRES ET APPRECIATION DES CAPACITES DES SOUMISSIONNAIRES

La séance d'ouverture des plis se tient au lieu, jour et heure prévus au niveau de l'avis de l'appel d'offres. L'ouverture et l'examen des offres et l'appréciation des capacités des concurrents s'effectuent conformément aux dispositions prévues aux articles 39, 42, 43, 44 et 136 du Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC et du chapitre 04 de l'arrêté n° 1692-23 du 23/06/2023.

ARTICLE 14 : CRITERES D'EVALUATION DES OFFRES

La procédure de jugement des offres comportera 3 phases comme suit :

1. Analyse des dossiers administratif et technique ;
2. Analyse des offres techniques ;
3. Analyse des offres financières.

Les offres seront examinées en trois phases conformément aux dispositions des articles 39, 41, 42, 43, 44 et 144 du Règlement précité.

Phase 1 : Analyse des dossiers administratif et technique

L'examen des dossiers se fait conformément aux dispositions de l'article 39 du Règlement précité. Cette phase se conclut par :

- Soit l'acceptation du dossier du concurrent ;
- Soit le rejet du dossier du concurrent pour non-conformité avec le dossier d'appel d'offres.

Phase 2 : Evaluation des offres techniques

Ne sont prises en compte dans cette phase que les offres ayant été retenues à l'issue de la phase 1. Pendant cette phase, il sera procédé à la comparaison des offres proposées par les candidats par rapport aux spécifications exigées.

A. Critères s'évaluation de la qualité technique des offres

Une note technique Nt ($Nt = C1+C2+C3$) sur 200 points sera attribuée à chaque concurrent sur la base du système de notation suivant :

L'offre technique sera notée sur 200 points et évaluée comme suit :

Critère	Note /200
a) Démarche de réalisation (C1)	60
b) Planning et chronogramme (C2)	40
c) Equipe projet proposée (C3)	100

I. Démarche de réalisation (C1 sur 60 points)

Critère	Description	Notation/60 points
Qualité de l'offre	Démarche répondant aux besoins demandés et respectant les stipulations de la norme ISO 27002 :2022 :	60 Points
	Si la démarche présentée est bien détaillée (contenu, étapes, outils de travail, livrables prévus au niveau du CPS, indicateurs...), claire et pertinente.	
	Si la démarche présentée n'est pas suffisamment détaillée ou manque de pertinence sur certains volets.	30 Points

II. Planning et chronogramme (C2 sur 40 points)

Critère	Description	Notation/40 points
Planning envisagé pour la réalisation des missions	Cohérence du plan de travail proposé avec les missions demandées : bonne planification avec une cohérence de l'ordonnancement des tâches	30 Points
	Cohérence moyenne du plan de travail avec les missions demandées : en phase au moins avec le délai global de réalisation ;	15 Points
	Incohérence du plan de travail avec les missions demandées : (le délai global d'exécution n'est pas respecté. La durée consacrée pour chaque mission ne permet pas de réaliser le travail dans les délais et l'ordonnancement n'est pas efficient.)	0 Point
Plan de charge ou chronogramme d'affectation des ressources	Adéquation de l'effectif consacré aux missions au temps requis (Charge de travail)	10 Points
	Adéquation moyenne de l'effectif consacré aux missions au temps requis (Charge de travail)	5 Points
	Inadéquation de l'effectif consacré aux missions au temps requis (Charge de travail)	0 Point

III. Equipe projet proposée (C3 sur 100 points)

Cette évaluation portera sur la qualification et l'expérience des membres de l'équipe et ce, sur la base des diplômes et des CV des membres de l'équipe proposée.

L'équipe projet doit être composée d'au moins :

- Un chef de projet qualifié en audit organisationnel ;
- Deux consultants spécialisés en sécurité informatique ;
- Un consultant spécialiste qualifié en test d'intrusion ;
- Un consultant spécialiste en communication et documentation en sécurité informatique.

Critère	Description	Notation/ 100 points
a. Chef de projet (Bac+5) qualifié en audit organisationnel		Note/36 points
Nombre d'années d'expérience dans le domaine de l'audit de sécurité des systèmes d'information	>8 ans : 06 points	6 points
] 5– 8] ans : 03 points	
	<= 5ans : 0 point	
Diplôme	Bac+5 dans le domaine de la sécurité /cybersécurité : 06 points	6 points
	Bac+5 en informatique/Telecom/Audit : 04 points	
	Moins de Bac+5 : 0 point	
Certifications	Certificats principaux (6 points / certificat) : - ISO 27001 Lead Implementer - ISO 27001 Lead Auditor - PMP	24 points
	Certificats additionnels (1 point / certificat avec un maximum de 6 certificats additionnels comptabilisés) - CISA - CISSP - OSCE - ISO 27005 Risk Manager - EDRP - PRINCE2 - COBIT - ITIL - CEH - ISO 20000	
	Aucun certificat principal : offre écartée	
b. Deux consultants spécialisés en sécurité informatique (Bac+5) au minimum		Note/32 points (16X2)
Nombre d'années d'expérience dans le domaine de la prestation en cours	>7 ans : 04 points	4 points
] 3– 7] ans : 02 points	
	<= 3ans : 0 point	
Nombre de missions réalisées dans le domaine de la prestation en cours	>10 : 04 points	4 points
] 6 – 10] : 02 points	
] 1 – 6] : 01 point	
Certifications	Certificats principaux (3 points / certificat) : - ISO 27001 Lead Implementer - ISO 27001 Lead Auditor	8 points
	Certificats additionnels (1 point / certificat, avec un maximum de 2 certificats additionnels comptabilisés) :	

	<ul style="list-style-type: none"> - CISSP - OSCP - ISO 22301 	
	Aucun certificat principal : 0 point	
c. Un consultant spécialiste en communication et documentation en sécurité informatique (Bac+5) au minimum		Note/16 points
Nombre d'années d'expérience dans le domaine de la prestation en cours	>5 ans : 04 points	4 points
] 3 – 5] ans : 02 points	
	<= 3 ans : 0 point	
Nombre de missions réalisées dans le domaine de la prestation en cours	>15 : 04 points	4 points
] 10 – 15] : 02 points	
	<= 10 : 0 point	
Certifications	Certificats principaux (3 points / certificat) :	8 points
	<ul style="list-style-type: none"> - ISO 27001 Lead Implementer - ISO 27001 Lead Auditor 	
	Certificats additionnels (1 point / certificat, avec un maximum de 2 certificats additionnels comptabilisés) :	
	<ul style="list-style-type: none"> - CISAP - CTW (Certified Technical Writer) - CISM - CISA 	
	Aucun certificat principal : 0 point	
d. Un consultant spécialiste qualifié en test d'intrusion (Bac+3) au minimum		Note/16 points
Nombre d'années d'expérience dans le domaine de la prestation en cours	>5 ans : 04 points	4 points
] 3 – 5] ans : 02 points	
	<= 3 ans : 0 point	
Nombre de missions réalisées dans le domaine de la prestation en cours	>15 : 04 points	4 points
] 10 – 15] : 02 points	
	<= 10 : 1 point	
Certifications	Certificats principaux (3 points / certificat) :	8 points
	<ul style="list-style-type: none"> - ISO 27001 Lead Implementer - ISO 27001 Lead Auditor 	
	Certificats additionnels (1 point / certificat, avec un maximum de 2 certificats additionnels comptabilisés) :	
	<ul style="list-style-type: none"> - OSCE - OSCP - CHFI - CEH 	
	Aucun certificat principal : 0 point	

N.B :

La note technique globale sera : $NT = C1+C2+C3$

La note technique globale du concurrent sera pondérée pour aboutir à une note technique finale sur 100 points.

Les offres ayant obtenu une note technique inférieure strictement à 75 points seront écartées.

Les concurrents ayant présenté des ressources humaines ne disposant pas du minimum requis en termes de formation seront automatiquement écartés.

B. Motifs d'élimination des offres techniques

Sera écarté tout concurrent :

- Ayant proposé le même intervenant pour deux profils différents ;
- N'ayant pas présenté l'une des pièces exigées dans l'offre technique (C1, C2, C3) ;
- Ayant proposé un chef de projet ne disposant au moins un des certificats principaux (ISO 27001 Lead Implementer / Auditor et PMP) ;
- N'ayant pas présenté l'un des profils exigés ;
- N'ayant pas présenté les copies conformes à l'originale des diplômes des profils demandés ;
- Ayant présenté des ressources humaines ne disposant pas du minimum requis en termes de formation ;
- Si la méthodologie, le planning et le chronogramme sont non conformes au CPS ;
- Ayant obtenu une note technique inférieure à 75 points.

Phase 3 : Analyse financière des offres

A- Analyse financière

Ne sont prises en compte dans cette phase que les offres ayant été retenues à l'issue de la phase 2.

Pendant cette 3^{ème} phase.

La commission écarte, selon les modalités et dans les conditions prévues à l'article 44 du règlement des marchés précité, les offres financières jugées excessives et, éventuellement, les offres financières anormalement basses.

Ensuite, l'évaluation financière des offres sera faite en attribuant une note financière (NF) sur 100 à chaque candidat selon la formule ci-dessous :

$$\text{NF du soumissionnaire} = \frac{\text{Montant de l'offre du moins disant}}{\text{Montant de l'offre considérée}} * 100$$

B- Analyse technico-financière

La note finale de chaque prestataire sera calculée en faisant la somme de 75% de la note technique et 25% de la note financière.

NOTE globale = (75% * NOTE TECHNIQUE + 25% * NOTE FINANCIERE)

Le prestataire ayant obtenu la note GLOBALE la plus élevée sera déclaré attributaire du marché.

ARTICLE 15 : DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante (60) jours à compter de la date d'ouverture des plis.

Si dans ce délai le choix de l'attributaire n'est pas arrêté, le maître d'ouvrage pourra demander aux soumissionnaires par lettre recommandée avec accusé de réception de prolonger la validité de leurs offres. Seuls les soumissionnaires qui auront donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au maître d'ouvrage, avant la date fixée par ce dernier, resteront engagés pendant le nouveau délai.

ARTICLE 16 : PREFERENCE EN FAVEUR DE L'ENTREPRISE NATIONALE

Lorsque les concurrents non installés au Maroc participent aux marchés de travaux, de fournitures et aux marchés de services, une préférence est accordée, lors de l'évaluation des offres financières aux offres présentées par les concurrents installés au Maroc, sous réserve du respect des engagements pris dans le cadre d'accords internationaux dûment ratifiés par le Royaume du Maroc.

Dans ces conditions, le montant de l'offre financière présentée par le concurrent non installé au Maroc est majoré d'un pourcentage fixé à quinze pour cent (15%).

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas au groupement, lorsqu'un ou plusieurs de ses membres sont installés au Maroc, à condition que la part qu'il détient ou qu'ils détiennent dans le groupement, telle qu'indiquée sur l'acte d'engagement, est égale ou supérieure à trente (30%) pour cent.

ARTICLE 17 : MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES

Conformément aux dispositions du point 5 de l'alinéa 2 de l'article 21 du Règlement précité, le dirham est la monnaie dans laquelle doivent être exprimés les prix des offres présentées par les concurrents. Lorsque le concurrent n'est pas installé au Maroc, son offre doit être exprimée en monnaie étrangère convertible.

Pour l'évaluation et la comparaison des offres, les montants des offres exprimées en monnaies étrangères doivent être convertis en dirhams. Cette conversion s'effectue sur la base du cours de référence du dirham en vigueur, donné par Bank Al-Maghrib, le premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis.

ARTICLE 18 : LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES DES OFFRES

Les pièces des offres présentées par les concurrents doivent être établies en langue française.

ARTICLE 19 : RESULTATS DEFINITIFS DE L'APPEL D'OFFRES OUVERT

- Le maître d'ouvrage informe le concurrent attributaire du marché de l'acceptation de son offre par lettre recommandée avec accusé de réception ou par fax confirmé ou par tout autre moyen de communication pouvant donner date certaine. Cette lettre doit lui être adressée dans un délai qui ne peut dépasser trois (03) jours à compter de la date d'achèvement des travaux de la commission.
- Dans le même délai, il avise également les concurrents éliminés du rejet de leurs offres, en leur indiquant les motifs de leur éviction, par lettre recommandée avec accusé de réception. Cette lettre est accompagnée des pièces de leurs dossiers.
- Les éléments ayant été à l'origine de l'écartement des concurrents sont conservés par le maître d'ouvrage pendant un délai de cinq (05) ans au minimum, à l'exception de l'original du récépissé du cautionnement provisoire ou de l'attestation de la caution personnelle et solidaire qui sont

restitués aux concurrents éliminés dans les quarante-huit (48) heures qui suivent la date d'envoi de la lettre visée à l'alinéa 1 du présent article.

- Aucun concurrent ne peut prétendre à indemnités si son offre n'a pas été acceptée.
- Le choix arrêté par la commission d'appel d'offres ne peut être modifié par l'autorité compétente.

ANNEXE :

ANNEXE 1 : MODELE DE CIRRICULUM VITAE

Photo

Profil proposé au sein de l'équipe :

Nom et Prénom :

Date de naissance :

Nationalité :

Numéro de tél :

Adresse e-mail :

Emploi actuel :

Ancienneté dans le présent emploi :

Nombre de projets réalisés en relation avec l'objet de l'appel d'offres :

Nombre d'années d'expériences dans le domaine objet de l'appel d'offres :

Principales qualifications :

Indiquer en résumé l'expérience de l'intervenant qui se rapporte avec les tâches qui lui seront affectés dans l'équipe proposée.

Formation (diplômes et certifications)

Citer les diplômes et éventuellement les certificats obtenus en commençant par les plus récents.

Indiquer brièvement les établissements universitaires et les institutions d'enseignements spécialisés fréquentés avec le nom exact de l'établissement (éviter les abréviations).

Expérience professionnelle :

Indiquer les différents emplois et postes occupés par l'intervenant ayant un rapport direct avec l'objet du présent appel d'offres, en précisant les dates, le nom des employeurs successifs, le titre de la fonction assumée, le nombre d'année d'expérience, le nombre de projets réalisés similaires à celui objet de l'AO et le lieu d'emploi.

Projets réalisés en relation avec l'objet de l'appel d'offre :

Liste des projets réalisés					
Projet	Organisme	Durée	Année	Fonction assumée	Budget du projet

Langues :

Date et signature de l'intervenant

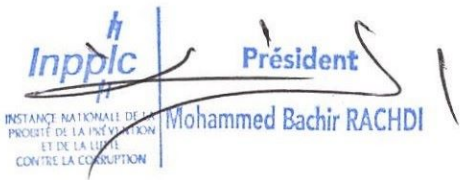
Date et signature de la société

Règlement de consultation

Passé en application des dispositions de l'alinéa 1 §I de l'article 19 et au paragraphe 1 et alinéa b) du paragraphe 3 de l'article 20 du Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC tel qu'il a été modifié et complété.

Appel d'offres n° : 03/2024

Objet : Etude pour la mise en place d'un système de management de la sécurité de l'information (SMSI) au sein de l'INPPLC et l'accompagnement à la mise en conformité avec la loi 05-20 et la directive nationale de sécurité des systèmes d'information (DNSSI), en lot unique.

<p>Cachet et signature INPPLC (maitre d'ouvrage)</p>  <p>Logo of INPPLC (Instance Nationale de Protection de la Personnalité et de la Liberté) and a handwritten signature of Mohammed Bachir RACHDI.</p>	<p>Signature du concurrent (Lu et accepté manuscrite)</p>
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------